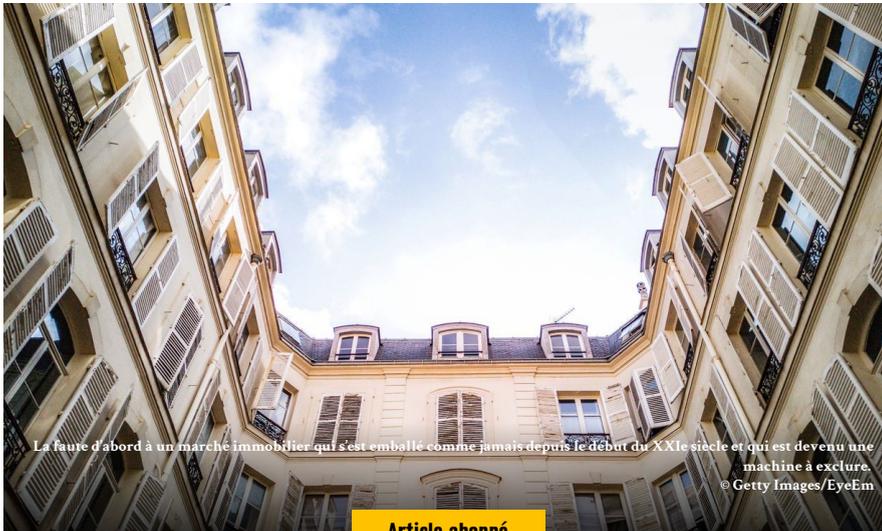




SOCIÉTÉ

LOGEMENT



La faute d'abord à un marché immobilier qui s'est emballé comme jamais depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle et qui est devenu une machine à exclure.  
© Getty Images/EyeEm

Article abonné

Bombe sociale à retardement

## M Flambée de l'immobilier : ces villes qui ne veulent pas de vous

Par Mathias Thépot

Publié le 21/01/2021 à 16:29



La flambée de l'immobilier dans les grandes villes rend totalement inaccessible l'accès à la propriété des plus modestes et des classes moyennes. Nouveauté : même les cadres ne peuvent plus acheter dans certaines métropoles. Les chiffres publiés par "Marianne" sur le revenu exigé à l'entrée des grandes capitales régionales pour se payer un appartement rendent fou. Dans le même temps, la France périphérique voit les prix des maisons baisser ou stagner. Une bombe sociale à retardement...

C'est un temps que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître. Un temps où il était encore possible en France d'acheter un logement dans le centre d'une grande ville sans gagner des mille et des cents. Un temps où la peur de voir sa maison perdre toute sa valeur dans les contrées éloignées des grandes métropoles ne hantait pas les esprits des habitants. Hélas, cette époque est révolue.

### EMBALLEMENT

La faute d'abord à un marché immobilier qui s'est emballé comme jamais depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle et qui est devenu une machine à exclure. À Paris, Lyon, Bordeaux, Lille, Nantes ou Nice, les prix des logements ont plus que triplé en vingt ans, malheureusement sans que les revenus des ménages connaissent la même dynamique. Voyez plutôt : d'après les

calculs du courtier immobilier Meilleurtaux, sollicité par *Marianne* à

Bordeaux, pour acheter 100 m<sup>2</sup> aujourd'hui, il faut désormais qu'un ménage gagne 126 % de plus qu'en 2000. À Lyon, la hausse de salaire doit atteindre 105 % et à Paris 67 %. Constat également valable pour des villes autrefois accessibles aux classes moyennes comme Lille, où il faut une hausse de 47 % de ses revenus en vingt ans pour acheter la même surface de 100 m<sup>2</sup>, Toulouse (+ 43 %), Montpellier (+ 42 %). Ainsi, malgré des taux d'intérêt de crédit très bas, les plus modestes, les classes moyennes et même les cadres se retrouvent désormais exclus de l'accession à la propriété dans certaines villes. De quoi alimenter un sentiment de déclassement quasi général.

Un sentiment renforcé par la crise sanitaire, période durant laquelle les plus aisés continuent sans gêne à acheter et à vendre de l'immobilier. En revanche, « *une catégorie socioprofessionnelle est particulièrement à la peine : les employés/ouvriers, qui voient en 2020 leur proportion parmi les acquéreurs reculer de 6,1 %* » note le réseau Century 21. L'injustice est aussi générationnelle : « *Un trentenaire éprouvera beaucoup plus de difficultés à acheter en 2021 qu'à la fin des années 1990 et au début des années 2000* », rappelle Jean-Claude Driant, professeur à l'École d'urbanisme de Paris. Ces jeunes sont condamnés à louer dans les grandes villes, où la cherté du logement les touche particulièrement : les locataires du secteur privé consacrent près de 29 % de leur budget pour se loger, selon l'Insee, contre un peu plus de 23 % en 2001.

La suite de cette vidéo est réservée aux abonnés.

L'abonnement vous permet d'accéder à l'ensemble des contenus de Marianne TV.

[Je me connecte](#) [Je m'abonne](#)



#### CET ARTICLE EST RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

- ✓ L'accès à l'intégralité des articles sur tous vos appareils
- ✓ Votre magazine numérique en avant-première chaque jeudi
- ✓ Les éditos et interviews exclusifs de Marianne TV en illimité
- ✓ La newsletter quotidienne avec la sélection de la rédaction
- ✓ Pas de publicité

**S'ABONNER**

SE CONNECTER



Par Mathias Thépot

RÉAGIR

CONTENU SPONSORISÉ

Taboola Feed

eToro - Sponsorisé

Les meilleurs actions de croissance. Apprenez comment composer à investir avec eToro

DÉCOUVREZ LE NUMÉRO  
DE LA SEMAINE